

# Services partagés Canada

États financiers

31 mars 2022



Services partagés  
Canada

Shared Services  
Canada

Canada



La force derrière la technologie de pointe au gouvernement

**Services partagés Canada**  
**Déclaration de responsabilité de la direction englobant**  
**le contrôle interne en matière de rapports financiers**

La responsabilité de l'intégrité et de l'objectivité des états financiers ci-joints pour l'exercice s'étant terminé le 31 mars 2022 et de tous les renseignements qui y figurent incombe à la direction de Services partagés Canada. Ces états financiers ont été préparés par la direction à partir des politiques comptables du gouvernement, lesquelles s'appuient sur les normes comptables canadiennes du secteur public.

La direction est responsable de l'intégrité et de l'objectivité des données présentées dans ces états financiers. Certains renseignements présentés dans les états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et le jugement de la direction, compte tenu de l'importance relative des postes en question. Pour s'acquitter de ses obligations au chapitre de la comptabilité et de la présentation de rapports, la direction tient des comptes qui permettent l'enregistrement centralisé des opérations financières de Services partagés Canada. Les renseignements financiers présentés aux fins de l'établissement des Comptes publics du Canada et figurant dans le *Rapport sur les résultats ministériels* de Services partagés Canada concordent avec ces états financiers.

Il incombe aussi à la direction de tenir un système efficace de contrôle interne en matière de rapports financiers (CIRF) conçu pour donner une assurance raisonnable que l'information financière est fiable, que les actifs sont protégés et que les opérations sont autorisées et enregistrées adéquatement, conformément à la *Loi sur la gestion des finances publiques* et à d'autres lois, règlements, autorisations et politiques applicables.

La direction veille également à assurer l'objectivité et l'intégrité des données figurant dans ses états financiers en choisissant soigneusement des employés qualifiés et en assurant leur formation et leur perfectionnement, en prenant des dispositions pour assurer une répartition appropriée des responsabilités, en établissant des programmes de communication pour faire en sorte que tous les membres de Services partagés Canada sont au fait des règlements, des politiques, des normes et des pouvoirs de la direction, et en procédant tous les ans à une évaluation fondée sur le risque de l'efficacité du système de CIRF.

Le système de CIRF est conçu pour atténuer les risques à un niveau raisonnable fondé sur un processus continu qui vise à identifier les risques clés, à évaluer l'efficacité des contrôles clés associés, et à apporter les ajustements nécessaires.

Une évaluation fondée sur le risque du système de CIRF pour l'exercice s'étant terminé le 31 mars 2022 a été réalisée conformément à la *Politique sur la gestion financière* du Conseil du Trésor, et ses résultats ainsi que les plans d'action qui en découlent sont résumés en annexe.

L'annexe fournit également des renseignements sur l'état de l'évaluation fondée sur le risque des contrôles sur les services communs fournis par le ministère et qui ont une incidence sur les états financiers ministériels du bénéficiaire.

L'efficacité et le caractère adéquat du système de contrôle interne de Services partagés Canada sont revus par l'entremise du travail réalisé par le personnel de la vérification interne, qui mène des audits périodiques de divers secteurs des opérations de Services partagés Canada, ainsi que par le comité ministériel de vérification, qui conseille le Président sur les responsabilités de la direction en ce qui a trait au maintien de systèmes de contrôles adéquats, sur la qualité des rapports financiers et sur les états financiers.

Les états financiers de Services partagés Canada n'ont pas fait l'objet d'un audit.

*Original signé par*

---

**Sony Perron**  
**Président**

Ottawa, Canada  
Le 25 août 2022

*Original signé par*

---

**Samantha Hazen, CPA, CA**  
**Sous-ministre adjointe et**  
**dirigeante principale des finances**

**Services partagés Canada**  
**État de la situation financière (non audité)**  
**au 31 mars**  
*(en milliers de dollars)*

	<b>2022</b>	<b>2021</b>
<b>Passifs</b>		
Créditeurs et charges à payer (note 4)	465 123	627 673
Indemnités de vacances et congés compensatoires	75 549	82 718
Obligations au titre d'immobilisations corporelles louées (note 5)	198 172	119 273
Obligation en vertu d'un partenariat public-privé (note 6)	113 358	116 988
Avantages sociaux futurs (note 7)	25 738	27 914
<b>Total des passifs</b>	<b>877 940</b>	<b>974 566</b>
<b>Actifs financiers</b>		
Montant à recevoir du Trésor	260 145	425 061
Débiteurs et avances (note 8)	272 506	474 254
<b>Total des actifs financiers bruts</b>	<b>532 651</b>	<b>899 315</b>
<b>Actifs financiers détenus pour le compte du gouvernement</b>		
Débiteurs et avances (note 8)	(8 572)	(6 824)
<b>Total des actifs financiers détenus pour le compte du gouvernement</b>	<b>(8 572)</b>	<b>(6 824)</b>
<b>Total des actifs financiers nets</b>	<b>524 079</b>	<b>892 491</b>
<b>Dette nette ministérielle</b>	<b>353 861</b>	<b>82 075</b>
<b>Actifs non financiers</b>		
Charges payées d'avance	91 396	93 836
Stocks (note 9)	6 105	-
Immobilisations corporelles (note 10)	1 144 425	1 227 606
<b>Total des actifs non financiers</b>	<b>1 241 926</b>	<b>1 321 442</b>
<b>Situation financière nette ministérielle</b>	<b>888 065</b>	<b>1 239 367</b>

Obligations contractuelles et droits contractuels (note 11)  
 Passifs éventuels et actifs éventuels (note 12)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

*Original signé par*

**Sony Perron**  
**Président**

Ottawa, Canada  
 Le 26 août 2022

*Original signé par*

**Samantha Hazen, CPA, CA**  
**Sous-ministre adjointe et**  
**dirigeante principale des finances**

**Services partagés Canada**  
**État des résultats et de la situation financière nette ministérielle (*non audité*)**  
**pour l'exercice terminé le 31 mars**  
*(en milliers de dollars)*

	<u>2022</u>	<u>2022</u>	<u>2021</u>
	<b>Résultats prévus</b>		
<b>Charges</b>			
Opérations communes de TI du gouvernement du Canada	2 489 634	3 026 314	2 916 216
Services internes	259 843	316 386	322 761
<b>Total des charges</b>	<b>2 749 477</b>	<b>3 342 700</b>	<b>3 238 977</b>
<b>Revenus</b>			
Vente de biens et services	676 547	988 674	896 994
Revenus divers	386	155	573
Revenus gagnés pour le compte du gouvernement	(11 568)	(41 395)	(29 993)
<b>Total des revenus</b>	<b>665 365</b>	<b>947 434</b>	<b>867 574</b>
<b>Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts</b>	<b>2 084 112</b>	<b>2 395 266</b>	<b>2 371 403</b>
<b>Financement du gouvernement et transferts</b>			
Encaisse nette fournie par le gouvernement du Canada		2 096 216	2 370 987
Variation du montant à recevoir du Trésor		(164 916)	156 909
Services fournis gratuitement par d'autres ministères (note 13)		111 776	120 779
Transfert net des trop-payés salariaux provenant d'autres ministères		146	396
Transfert d'immobilisations corporelles provenant d'autres ministères		2 449	-
Transfert d'immobilisations corporelles à d'autres ministères		(1 707)	-
<b>Coût de fonctionnement net après le financement du gouvernement et les transferts</b>		<b>351 302</b>	<b>(277 668)</b>
<b>Situation financière nette ministérielle – début de l'exercice</b>		<b>1 239 367</b>	<b>961 699</b>
<b>Situation financière nette ministérielle – fin de l'exercice</b>		<b>888 065</b>	<b>1 239 367</b>

Information sectorielle (note 14)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**Services partagés Canada**  
**État de la variation de la dette nette ministérielle (*non audité*)**  
**pour l'exercice terminé le 31 mars**  
*(en milliers de dollars)*

	<u>2022</u>	<u>2021</u>
<b>Coût de fonctionnement net après le financement du gouvernement et les transferts</b>	<b>351 302</b>	<b>(277 668)</b>
<b>Variation due aux immobilisations corporelles</b>		
Acquisitions d'immobilisations corporelles	355 342	384 011
Amortissement des immobilisations corporelles	(425 698)	(389 364)
Perte nette sur l'aliénation d'immobilisations corporelles incluant des ajustements	516	(3 876)
Perte sur l'aliénation d'immobilisations corporelles due à la résiliation d'obligations locatives	(14 083)	-
Transferts provenant d'autres ministères	2 449	-
Transferts à d'autres ministères	(1 707)	-
<b>Total de la variation due aux immobilisations corporelles</b>	<b>(83 181)</b>	<b>(9 229)</b>
<b>Variation due aux stocks</b>	<b>6 105</b>	<b>-</b>
<b>Variation due aux charges payées d'avance</b>	<b>(2 440)</b>	<b>29 131</b>
<b>Augmentation (diminution) nette de la dette nette ministérielle</b>	<b>271 786</b>	<b>(257 766)</b>
<b>Dette nette ministérielle – début de l'exercice</b>	<b>82 075</b>	<b>339 841</b>
<b>Dette nette ministérielle – fin de l'exercice</b>	<b>353 861</b>	<b>82 075</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**Services partagés Canada**  
**État des flux de trésorerie (non audité)**  
**pour l'exercice terminé le 31 mars**  
*(en milliers de dollars)*

	<u>2022</u>	<u>2021</u>
<b>Activités de fonctionnement</b>		
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	2 395 266	2 371 403
Éléments n'affectant pas l'encaisse:		
Amortissement des immobilisations corporelles	(425 698)	(389 364)
Perte nette sur l'aliénation d'immobilisations corporelles incluant des ajustements	516	(3 876)
Perte nette sur la résiliation d'obligations au titre d'immobilisations corporelles louées	(3 939)	-
Services fournis gratuitement par d'autres ministères (note 13)	(111 776)	(120 779)
Transfert net des trop-payés salariaux provenant d'autres ministères	(146)	(396)
Variations de l'état de la situation financière:		
Augmentation (diminution) des débiteurs et avances	(203 496)	210 427
Augmentation (diminution) des charges payées d'avance	(2 440)	29 131
Augmentation (diminution) des stocks	6 105	-
Diminution (augmentation) des créditeurs et charges à payer	162 550	(149 256)
Diminution (augmentation) des indemnités de vacances et congés compensatoires	7 169	(25 924)
Diminution (augmentation) des avantages sociaux futurs	2 176	2 049
<b>Encaisse utilisée pour les activités de fonctionnement</b>	<b>1 826 287</b>	<b>1 923 415</b>
<b>Activités d'investissement en immobilisations</b>		
Acquisitions d'immobilisations corporelles (excluant les immobilisations corporelles louées)	198 312	384 011
<b>Encaisse utilisée pour les activités d'investissement en immobilisations</b>	<b>198 312</b>	<b>384 011</b>
<b>Activités de financement</b>		
Paiements sur les obligations au titre d'immobilisations corporelles louées	67 987	60 062
Paiements sur l'obligation en vertu d'un partenariat public-privé	3 630	3 499
<b>Encaisse utilisée pour les activités de financement</b>	<b>71 617</b>	<b>63 561</b>
<b>Encaisse nette fournie par le gouvernement du Canada</b>	<b>2 096 216</b>	<b>2 370 987</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**Services partagés Canada**  
**Notes aux états financiers (non auditées)**  
**pour l'exercice terminé le 31 mars**  
(en milliers de dollars)

---

## 1. Pouvoirs et objectifs

Services partagés Canada (SPC) a été créé le 4 août 2011 pour transformer la façon dont le gouvernement du Canada gère son infrastructure de technologie de l'information (TI). SPC exerce ses activités en vertu de la *Loi sur Services partagés Canada*. SPC est chargé de faciliter la prestation des programmes et services gouvernementaux sur le plan numérique en fournissant des services de TI dans les domaines des réseaux et de la sécurité des réseaux, des centres de données et des services infonuagiques, des communications numériques et des outils informatiques dont la fonction publique a besoin pour faire son travail. En tant que fournisseur de services à plus de 40 ministères et organismes gouvernementaux, SPC se concentre sur l'adoption d'un modèle de prestation de services de TI qui encourage le partage de solutions et de plateformes communes entre les ministères dans le but de réduire la variété des solutions de TI au sein du gouvernement. En adoptant cette approche d'entreprise, SPC cherche à renforcer la capacité et la sécurité du réseau, à habiliter les employés et à les outiller pour favoriser la collaboration, et à appuyer les partenaires dans la conception et la prestation des services numériques qu'ils offrent aux Canadiens. La ministre des Services publics et Approvisionnement Canada est la ministre responsable de SPC.

Le cadre ministériel des résultats de SPC est structuré selon la responsabilité essentielle et services internes suivants :

- **Opérations communes de TI du gouvernement du Canada** : En utilisant une approche à l'échelle du gouvernement, SPC offre des opérations de TI, une infrastructure de TI ainsi que des services de communication et de technologie en milieu de travail fiables et sécurisés, qui soutiennent et permettent l'exécution de programmes à l'échelle du gouvernement et de services numériques pour la fonction publique.
- **Services internes** : Les services internes comprennent ces groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations. Les services internes désignent les activités et les ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des services internes d'un ministère. Ces services sont les suivants: services de gestion et de surveillance, services des communications, services juridiques, services de gestion des ressources humaines, services de gestion des finances, services de gestion de l'information, services de technologie de l'information, services de gestion des biens immobiliers, services de gestion du matériel et services de gestion des acquisitions.

## 2. Sommaire des principales conventions comptables

Ces états financiers ont été préparés conformément aux conventions comptables du gouvernement énoncées ci-après, lesquelles s'appuient sur les normes comptables canadiennes pour le secteur public. La présentation et les résultats qui découlent de l'utilisation des conventions comptables énoncées ne donnent lieu à aucune différence importante par rapport aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Les principales conventions comptables sont les suivantes:

### a) Autorisations parlementaires

SPC est financé par le gouvernement du Canada au moyen d'autorisations parlementaires. La présentation des autorisations consenties à SPC ne correspond pas à la présentation des rapports financiers selon les principes comptables généralement reconnus étant donné que les autorisations sont fondées, dans une large mesure, sur les besoins de trésorerie. Par conséquent, les postes comptabilisés dans l'état des résultats et de la situation financière nette ministérielle ainsi que dans

**Services partagés Canada**  
**Notes aux états financiers (non audités)**  
**pour l'exercice terminé le 31 mars**  
*(en milliers de dollars)*

---

l'état de la situation financière ne sont pas nécessairement les mêmes que ceux qui sont prévus par les autorisations parlementaires. La note 3 présente un rapprochement entre les deux méthodes de présentation des rapports financiers.

Les montants des résultats prévus inclus dans les sections « Charges » et « Revenus » de l'état des résultats et de la situation financière nette ministérielle correspondent aux montants rapportés dans l'état des résultats prospectifs intégrés au *Plan ministériel 2021-2022*. Les montants des résultats prévus ne sont pas inclus dans la section « Financement du gouvernement et transferts » de l'état des résultats et de la situation financière nette ministérielle ni dans l'état de la variation de la dette nette ministérielle parce que ces montants n'ont pas été inclus dans le *Plan ministériel 2021-2022*.

b) Encaisse nette fournie par le gouvernement du Canada

SPC fonctionne au moyen du Trésor, qui est administré par le receveur général du Canada. La totalité de l'encaisse reçue par SPC est déposée au Trésor, et tous les décaissements faits par SPC sont prélevés sur le Trésor. L'encaisse nette fournie par le gouvernement est la différence entre toutes les entrées de fonds et toutes les sorties de fonds, y compris les opérations entre les ministères au sein du gouvernement fédéral.

c) Montant à recevoir du Trésor (ou à lui verser)

Le montant à recevoir du Trésor (ou à lui verser) découle d'un écart temporaire entre le moment où une opération affecte les autorisations du ministère et le moment où elle est traitée par le Trésor. Le montant à recevoir du Trésor correspond au montant net de l'encaisse que SPC a le droit de prélever du Trésor sans autre affectation d'autorisations pour s'acquitter de ses passifs.

d) Revenus

Les revenus sont constatés dans l'exercice où s'est produit l'événement qui a donné lieu aux revenus.

Les revenus qui ne sont pas disponibles à être dépensés ne peuvent servir à acquitter les passifs de SPC. Bien que l'on s'attende à ce que le Président de SPC maintienne le contrôle comptable, il n'a pas l'autorité sur la disposition des revenus non disponibles à dépenser. Par conséquent, les revenus non disponibles à dépenser sont considérés comme étant gagnés pour le compte du gouvernement du Canada et sont donc présentés en réduction du montant brut des revenus de SPC.

e) Charges

Les indemnités de vacances et de congés compensatoires sont passées en charges au fur et à mesure que les employés en acquièrent les droits en vertu de leurs conditions d'emploi.

Les services fournis gratuitement par d'autres ministères pour les locaux et les cotisations de l'employeur aux régimes de soins de santé et de soins dentaires sont comptabilisés à titre de charges de fonctionnement à leur valeur comptable.

f) Avantages sociaux futurs

- i. Prestations de retraite: Les employés admissibles participent au Régime de retraite de la fonction publique, un régime d'avantages sociaux multiemployeurs administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations de SPC au régime sont passées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées et elles représentent l'obligation totale du ministère découlant du régime. La responsabilité de SPC relative au régime de retraite se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, en tant que répondant du régime.



**Services partagés Canada**  
**Notes aux états financiers (non auditées)**  
**pour l'exercice terminé le 31 mars**  
*(en milliers de dollars)*

---

ii. Indemnités de départ: L'accumulation des indemnités de départ pour les départs volontaires a cessé pour les groupes d'employés éligibles. L'obligation restante pour les employés n'ayant pas retiré leurs avantages est calculée à l'aide de l'information provenant des résultats du passif déterminé sur une base actuarielle pour les indemnités de départ pour l'ensemble du gouvernement.

g) Débiteurs et avances

Les débiteurs et avances sont présentés au moindre du coût ou de la valeur nette de réalisation. Une provision est établie pour les créances dont le recouvrement est incertain.

h) Stocks

Les stocks sont évalués au coût et sont constitués de pièces et fournitures utilisées lors de la prestation future des programmes et ne sont pas principalement destinés à la revente. Les stocks qui n'ont plus de potentiel de service sont évalués au moindre du coût ou de la valeur de réalisation nette.

i) Immobilisations corporelles

Les coûts d'acquisition de terrains, de bâtiments, de matériel et d'autres immobilisations sont capitalisés comme immobilisations corporelles et, à l'exception des terrains, sont amortis aux charges au cours de la durée de vie utile estimative des biens, tel que décrit ci-bas. Toutes les immobilisations corporelles et les améliorations locatives dont le coût initial est de dix mille ou plus sont comptabilisées à leur coût d'achat. Les immobilisations corporelles ne comprennent pas les biens immeubles situés sur les réserves, tels que définis par la *Loi sur les Indiens*, des oeuvres d'art, des collections de musées et les terres publiques auxquelles il est impossible d'attribuer un coût d'acquisition; et des actifs incorporels.

Les immobilisations corporelles sont amorties selon la méthode linéaire sur la durée de vie utile estimative de l'immobilisation, comme suit :

<b>Catégorie d'immobilisations</b>	<b>Période d'amortissement</b>
Bâtiments	De 20 à 50 ans
Travaux et infrastructure	De 20 à 40 ans
Matériel et outillage	De 5 à 15 ans
Matériel informatique	De 3 à 10 ans
Logiciels informatiques	De 3 à 10 ans
Véhicules	De 6 à 8 ans
Améliorations locatives	Le moindre de la durée restante du bail ou de la vie utile de l'amélioration
Immobilisations corporelles louées	Selon la durée de vie utile s'il existe une option à prix de faveur ou sur la durée du bail

Les actifs en construction sont comptabilisés dans la catégorie d'immobilisations applicable dans l'exercice au cours duquel ils deviennent utilisables et ne sont amortis qu'à partir de cette date.

j) Passifs éventuels

Les passifs éventuels sont des obligations potentielles qui peuvent devenir des obligations réelles advenant la réalisation ou non d'un ou plusieurs événements futurs. S'il est probable que l'événement

**Services partagés Canada**  
**Notes aux états financiers (*non audités*)**  
**pour l'exercice terminé le 31 mars**  
*(en milliers de dollars)*

---

futur surviendra ou non et qu'une estimation raisonnable de la perte peut être établie, une provision est comptabilisée et une charge est comptabilisée dans les autres charges. Si la probabilité de l'événement ne peut être déterminée ou s'il est impossible d'établir une estimation raisonnable du montant, l'éventualité est présentée dans les notes complémentaires aux états financiers.

k) Actifs éventuels

Les actifs éventuels sont des actifs potentiels qui peuvent devenir des actifs réels advenant la réalisation ou non d'un ou plusieurs événements futurs. S'il est probable que l'événement futur surviendra ou non, l'actif éventuel est présenté dans les notes complémentaires aux états financiers.

l) Incertitude relative à la mesure

La préparation des états financiers exige de la direction qu'elle effectue des estimations et formule des hypothèses qui ont une incidence sur les montants comptabilisés et divulgués au titre des actifs, des passifs, des revenus et des charges présentés dans les états financiers et les notes complémentaires au 31 mars. Les estimations reposent sur des faits et des circonstances, l'expérience historique, la conjoncture économique générale et reflètent la meilleure estimation du gouvernement concernant le montant connexe à la fin de la période de rapport. Les principaux éléments pour lesquels des estimations sont faites sont les passifs éventuels, le passif au titre d'avantages sociaux futurs et la durée de vie utile des immobilisations corporelles. Il se pourrait que les résultats réels diffèrent des estimations de manière significative. Les estimations de la direction sont examinées périodiquement et, à mesure que des ajustements deviennent nécessaires, ils sont constatés dans les états financiers de l'exercice au cours duquel ils sont connus.

m) Opérations entre apparentés

Les opérations entre apparentés, autre que les opérations interentités, sont comptabilisés à la valeur d'échange.

Les opérations interentités sont des opérations entre des entités sous contrôle commun. Les opérations interentités, autres que les opérations de restructuration, sont comptabilisées sur une base brute et sont évaluées à la valeur comptable, à l'exception de ce qui suit :

- i. Les services à recouvrements de coûts sont comptabilisés à titre de revenus et de charges sur une base brute et mesurés à la valeur d'échange.
- ii. Certains services reçus gratuitement sont comptabilisés à la valeur comptable aux fins des états financiers ministériels.

**Services partagés Canada**  
**Notes aux états financiers (non auditées)**  
**pour l'exercice terminé le 31 mars**  
*(en milliers de dollars)*

**3. Autorisations parlementaires**

SPC reçoit la plus grande partie de son financement au moyen d'autorisations parlementaires annuelles. Les éléments comptabilisés dans l'état des résultats et de la situation financière nette ministérielle et dans l'état de la situation financière d'un exercice peuvent être financés au moyen d'autorisations parlementaires qui ont été approuvées au cours d'un exercice précédent, pendant l'exercice en cours ou qui le seront dans un exercice futur. Par conséquent, les résultats des activités de fonctionnement nets de SPC pour l'exercice diffèrent selon qu'ils sont présentés selon le financement octroyé par le gouvernement ou selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les différences sont rapprochées dans les tableaux suivants :

**a) Rapprochement du coût de fonctionnement net et des autorisations de l'exercice en cours utilisées**

	<u>2022</u>	<u>2021</u>
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	2 395 266	2 371 403
Ajustements pour les éléments ayant une incidence sur le coût de fonctionnement net, mais n'ayant aucune incidence sur les autorisations :		
Amortissement des immobilisations corporelles	(425 698)	(389 364)
Perte nette sur l'aliénation d'immobilisations corporelles incluant des ajustements	516	(3 876)
Perte nette sur la résiliation d'obligations au titre d'immobilisations corporelles louées	(3 939)	-
Services fournis gratuitement par d'autres ministères	(111 776)	(120 779)
Diminution (augmentation) des indemnités de vacances et congés compensatoires	7 169	(25 924)
Diminution (augmentation) des avantages sociaux futurs	2 176	2 049
Diminution (augmentation) des charges à payer non imputées aux autorisations	10 249	(10 249)
Dépense pour mauvaises créances	-	1
Recouvrements et ajustements de charges d'exercices antérieurs	10 216	7 801
Revenus disponibles à être dépensés	296	1 540
Autre	36	34
Total des éléments ayant une incidence sur le coût de fonctionnement net, mais n'ayant aucune incidence sur les autorisations	<u>(510 755)</u>	<u>(538 767)</u>
Ajustements pour les éléments sans incidence sur le coût de fonctionnement net, mais ayant une incidence sur les autorisations :		
Acquisitions d'immobilisations corporelles (excluant les immobilisations corporelles louées)	198 312	384 011
Paiements sur les obligations au titre d'immobilisations corporelles louées	67 987	60 062
Paiements sur l'obligation en vertu d'un partenariat public-privé	3 630	3 499
Augmentation (diminution) des débiteurs pour les trop-payés salariaux	2 759	2 858
Augmentation (diminution) nette des charges payées d'avance et des avances	(1 150)	29 131
Augmentation (diminution) des stocks	6 105	-
Total des éléments sans incidence sur le coût de fonctionnement net, mais ayant une incidence sur les autorisations	<u>277 643</u>	<u>479 561</u>
<b>Autorisations de l'exercice en cours utilisées</b>	<b><u>2 162 154</u></b>	<b><u>2 312 197</u></b>

**Services partagés Canada**  
**Notes aux états financiers (non auditées)**  
**pour l'exercice terminé le 31 mars**  
*(en milliers de dollars)*

**b) Autorisations fournies et utilisées**

	<u>2022</u>	<u>2021</u>
Autorisations fournies:		
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement	1 969 432	1 963 755
Crédit 5 – Dépenses en capital	338 380	468 320
Montants législatifs	116 475	122 017
Moins:		
Périmées: Dépenses de fonctionnement	(147 356)	(165 898)
Périmées: Dépenses en capital	(114 777)	(75 997)
<b>Autorisations de l'exercice en cours utilisées</b>	<b><u>2 162 154</u></b>	<b><u>2 312 197</u></b>

**4. Crédoiteurs et charges à payer**

Le tableau suivant présente les détails des crédoiteurs et charges à payer de SPC:

	<u>2022</u>	<u>2021</u>
Crédoiteurs - autres ministères et organismes	54 491	36 026
Crédoiteurs - parties externes	271 902	366 123
Total des crédoiteurs	<u>326 393</u>	<u>402 149</u>
Charges à payer	138 730	225 524
<b>Total des crédoiteurs et des charges à payer</b>	<b><u>465 123</u></b>	<b><u>627 673</u></b>

**5. Obligations au titre d'immobilisations corporelles louées**

SPC a conclu des contrats de location-acquisition de matériel informatique d'un coût total de 356 581 \$ dont l'amortissement cumulé s'élève à 155 825 \$ au 31 mars 2022 (312 217 \$ et 191 316 \$ respectivement au 31 mars 2021). Les obligations liées aux exercices à venir s'établissent comme suit:

	<u>2022</u>	<u>2021</u>
2022	-	47 091
2023	75 736	28 090
2024	70 434	26 857
2025	51 517	20 142
2026	7 844	-
Total des versements minimaux futurs	<u>205 531</u>	<u>122 180</u>
Moins: intérêts théoriques (1,44% à 3,07%) (1,44% à 1,89% en 2020-2021)	<u>7 359</u>	<u>2 907</u>
<b>Solde des obligations au titre d'immobilisations corporelles louées</b>	<b><u>198 172</u></b>	<b><u>119 273</u></b>

**Services partagés Canada**  
**Notes aux états financiers (non auditées)**  
**pour l'exercice terminé le 31 mars**  
*(en milliers de dollars)*

**6. Obligation en vertu d'un partenariat public-privé**

SPC a conclu une entente de partenariat public-privé pour l'amélioration et le développement du centre de données d'entreprise de Borden avec un coût total de 153 304 \$ dont l'amortissement cumulé s'élève à 10 987 \$ au 31 mars 2022 (153 304 \$ et 7 921 \$ respectivement au 31 mars 2021). Les obligations liées aux exercices à venir s'établissent comme suit:

	<b>2022</b>	<b>2021</b>
2022	-	7 867
2023	7 867	7 867
2024	7 867	7 867
2025	7 867	7 867
2026	7 867	7 867
2027	7 867	7 867
2028 et exercices ultérieurs	122 292	122 292
Total des versements minimaux futurs	161 627	169 494
Moins: intérêts théoriques (3,67%)	48 269	52 506
<b>Solde de l'obligation en vertu d'un partenariat public-privé</b>	<b>113 358</b>	<b>116 988</b>

**7. Avantages sociaux futurs**

**a) Prestations de retraite**

Les employés de SPC participent au Régime de retraite de la fonction publique (le « régime »), qui est parrainé et administré par le gouvernement du Canada. Les prestations de retraite s'accroissent sur une période maximale de 35 ans au taux de 2 % par année de services validables multiplié par la moyenne des gains des cinq meilleures années consécutives. Les prestations sont intégrées aux prestations du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec et sont indexées en fonction de l'inflation.

Tant les employés que SPC versent des cotisations couvrant le coût du régime. En raison de la modification de la *Loi sur la pension de la fonction publique* à la suite de la mise en œuvre de dispositions liées au *Plan d'action économique du Canada de 2012*, les employés cotisants ont été répartis en deux groupes. Les cotisants du groupe 1 sont les membres existants du régime au 31 décembre 2012, et les cotisants du groupe 2 sont les membres qui ont rejoint le régime depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013. Chaque groupe a un taux de cotisation distinct.

Le montant des charges de 2021-2022 s'élève à 79 184 \$ (71 740 \$ en 2020-2021). Pour les membres du groupe 1, les charges correspondent à environ 1,01 fois (1,01 fois en 2020-2021) les cotisations des employés et, pour les membres du groupe 2, à environ 1,00 fois (1,00 fois en 2020-2021) les cotisations des employés.

La responsabilité de SPC relative au régime se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers consolidés du gouvernement du Canada, en sa qualité de répondant du régime.

**b) Indemnités de départ**

Précédemment, les indemnités de départ accordées aux employés étaient basées sur l'éligibilité de l'employé, les années de services et le salaire au moment de la cessation d'emploi. Par contre, depuis 2011, l'accumulation d'indemnités de départ pour les départs volontaires a progressivement cessé pour la majorité des employés. Les employés assujettis à ces changements ont eu la possibilité de recevoir la

**Services partagés Canada**  
**Notes aux états financiers (non audités)**  
**pour l'exercice terminé le 31 mars**  
*(en milliers de dollars)*

totalité ou une partie de la valeur des avantages accumulés jusqu'à présent ou d'encaisser la valeur totale ou restante des avantages au moment où ils quitteront la fonction publique. En date du 31 mars 2022, la majorité des règlements pour encaisser immédiatement la valeur des indemnités étaient complétés. Ces indemnités ne sont pas financées et conséquemment, les remboursements de l'obligation en cours seront prélevés sur les autorisations futures.

Les changements dans l'obligation durant l'année sont les suivants :

	<u>2022</u>	<u>2021</u>
<b>Obligations au titre des prestations constituées, début de l'exercice</b>	<b>27 914</b>	<b>29 963</b>
Charge (ajustement) pour l'exercice	(264)	1 291
Prestations versées pendant l'exercice	(1 912)	(3 340)
<b>Obligations au titre des prestations constituées, fin de l'exercice</b>	<b>25 738</b>	<b>27 914</b>

#### 8. Débiteurs et avances

Le tableau suivant présente les détails des débiteurs et des avances de SPC:

	<u>2022</u>	<u>2021</u>
Débiteurs – autres ministères et organismes	245 159	448 042
Débiteurs – parties externes	25 773	26 133
Avances aux employés	1 574	79
Sous-total	272 506	474 254
Provision pour créances douteuses sur les débiteurs des parties externes	-	-
<b>Débiteurs et avances bruts</b>	<b>272 506</b>	<b>474 254</b>
Débiteurs détenus pour le compte du gouvernement	(8 572)	(6 824)
<b>Débiteurs et avances nets</b>	<b>263 934</b>	<b>467 430</b>

#### 9. Stocks

Le tableau suivant présente les détails des stocks de SPC:

	<u>2022</u>	<u>2021</u>
Stocks détenus pour fins de consommation	6 105	-
<b>Total des stocks</b>	<b>6 105</b>	<b>-</b>

Le coût des stocks utilisés constaté comme une charge dans l'état des résultats et de la situation financière nette ministérielle se chiffre à 1 404 \$ en 2021-2022 (0 \$ en 2020-2021).

**Services partagés Canada**  
**Notes aux états financiers (non audités)**  
**pour l'exercice terminé le 31 mars**  
*(en milliers de dollars)*

**10. Immobilisations corporelles**

Catégorie d'immobilisations	Coût					Amortissement cumulé					Valeur comptable nette	
	Solde d'ouverture	Acquisitions	Ajustements (1)	Aliénations et radiations	Solde de clôture	Solde d'ouverture	Amortissement	Ajustements (1)	Aliénations et radiations	Solde de clôture	2022	2021
Bâtiments	156 389	-	-	-	156 389	10 689	3 169	-	-	13 858	142 531	145 700
Travaux et infrastructure	1 310	-	-	-	1 310	333	52	-	-	385	925	977
Matériel et outillage	59 102	293	-	58	59 337	50 582	1 289	-	58	51 813	7 524	8 520
Matériel informatique	2 649 508	168 546	17 742	7 803	2 827 993	1 876 125	329 223	1 183	7 114	2 199 417	628 576	773 383
Logiciels informatiques	247 468	6 179	5 362	-	259 009	222 239	21 163	28	-	243 430	15 579	25 229
Véhicules	3 232	298	-	38	3 492	1 115	443	-	38	1 520	1 972	2 117
Améliorations locatives	69 334	-	12 564	-	81 898	41 695	7 267	-	-	48 962	32 936	27 639
Immobilisations corporelles louées	312 217	157 030	-	112 666	356 581	191 316	63 092	-	98 583	155 825	200 756	120 901
Actifs en construction	123 140	22 996	( 32 510)	-	113 626	-	-	-	-	-	113 626	123 140
<b>Total</b>	<b>3 621 700</b>	<b>355 342</b>	<b>3 158</b>	<b>120 565</b>	<b>3 859 635</b>	<b>2 394 094</b>	<b>425 698</b>	<b>1 211</b>	<b>105 793</b>	<b>2 715 210</b>	<b>1 144 425</b>	<b>1 227 606</b>

(1) Les ajustements incluent des actifs en construction de 32 510 \$ qui ont été transférés à d'autres catégories à la suite de l'achèvement des actifs.

Au cours de l'année, SPC a reçu du matériel informatique en provenance d'autres ministères d'une valeur comptable nette de 2 449 \$. Aussi, SPC a transféré à d'autres ministères du matériel informatique d'une valeur comptable nette de 1 707 \$. Ces transferts sont inclus dans les colonnes d'ajustements.

Les ajustements incluent également un montant total net de 1 205 \$ en post-capitalisation et en ajustements de charges des années précédentes.

**Services partagés Canada**  
**Notes aux états financiers (non auditées)**  
**pour l'exercice terminé le 31 mars**  
*(en milliers de dollars)*

**11. Obligations contractuelles et droits contractuels**

**a) Obligations contractuelles**

De par leur nature, les activités de SPC peuvent donner lieu à des contrats et des obligations en vertu desquels SPC sera tenu d'effectuer des paiements échelonnés sur plusieurs années pour l'acquisition de biens ou de services. Voici les principales obligations contractuelles (10 millions de dollars ou plus) pour lesquelles une estimation raisonnable peut être faite:

	2023	2024	2025	2026	2027	2028 et exercices ultérieurs	Total
Acquisitions de biens et services	602 503	550 961	292 349	196 984	14 324	69 078	1 726 199
Immobilisations corporelles	13 020	-	-	-	-	-	13 020
<b>Total</b>	<b>615 523</b>	<b>550 961</b>	<b>292 349</b>	<b>196 984</b>	<b>14 324</b>	<b>69 078</b>	<b>1 739 219</b>

**b) Droits contractuels**

SPC a déterminé qu'il n'y a aucun droit contractuel devant être divulgué dans ces états financiers.

**12. Passifs éventuels et actifs éventuels**

**a) Passifs éventuels**

Des réclamations ont été faites auprès de SPC dans le cours normal de ses activités. Lorsqu'un paiement futur est probable et qu'une estimation raisonnable de la perte peut être effectuée, une provision pour les réclamations et les litiges est comptabilisée. Aucune provision n'a été comptabilisée dans les états financiers de SPC. Les réclamations et les litiges pour lesquels le dénouement est indéterminable et dont le montant peut faire l'objet d'une estimation raisonnable de la direction totalisent approximativement 11 450 \$ au 31 mars 2022 (205 \$ au 31 mars 2021).

**b) Actifs éventuels**

SPC a déterminé qu'il n'y a aucun actif éventuel devant être divulgué dans ces états financiers.

**13. Opérations entre apparentés**

En vertu du principe de propriété commune, SPC est apparenté à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. Les apparentés incluent également les personnes faisant partie des principaux dirigeants ou un membre de la famille proche de ces personnes et les entités contrôlées en tout ou en partie par un membre des principaux dirigeants ou un membre de la proche famille de ces personnes.

SPC conclut des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités et selon des modalités commerciales normales.



**Services partagés Canada**  
**Notes aux états financiers (non audités)**  
**pour l'exercice terminé le 31 mars**  
*(en milliers de dollars)*

**a) Services communs fournis gratuitement par d'autres ministères**

Au cours de l'exercice, SPC a reçu gratuitement des services de certaines organisations de services communs relatifs aux locaux et aux cotisations de l'employeur aux régimes de soins de santé et de soins dentaires. Ces services reçus gratuitement ont été constatés à la valeur comptable comme suit dans l'état des résultats et de la situation financière nette ministérielle :

	<b>2022</b>	<b>2021</b>
Cotisations de l'employeur aux régimes de soins de santé et de soins dentaires	73 692	65 854
Locaux	38 084	54 925
<b>Total</b>	<b>111 776</b>	<b>120 779</b>

Le gouvernement a centralisé certaines de ses activités administratives de manière à optimiser l'efficacité et l'efficacité de la prestation des programmes auprès du public. Le gouvernement fait donc appel à des organismes centraux et à des organisations de services communs, de sorte qu'un seul ministère fournisse gratuitement des services à tous les autres ministères et organismes. Le coût de ces services, qui comprennent les services de paye et d'émission des chèques offerts à tous les ministères et organismes par Services publics et Approvisionnement Canada, ne sont pas inclus dans l'état des résultats et de la situation financière nette ministérielle de SPC.

**b) Services communs fournis gratuitement à d'autres ministères**

Au cours de l'exercice, SPC a fourni gratuitement à d'autres ministères des services d'infrastructure de TI. Ces services ne sont pas constatés comme revenus dans l'état des résultats et de la situation financière nette ministérielle.

**c) Autres transactions avec d'autres ministères et organismes**

	<b>2022</b>	<b>2021</b>
Charges – Services fournis à SPC par d'autres ministères et organismes	217 403	209 395
Revenus – Services fournis par SPC à d'autres ministères et organismes	983 391	891 491

Les charges et les revenus inscrits à la section c) n'incluent pas les services communs fournis gratuitement par d'autres ministères qui sont déjà inscrits dans la section a).

**Services partagés Canada**  
**Notes aux états financiers (non audités)**  
**pour l'exercice terminé le 31 mars**  
*(en milliers de dollars)*

#### 14. Information sectorielle

La présentation de l'information sectorielle est fondée sur la responsabilité essentielle de SPC. La présentation par secteur est fondée sur les mêmes conventions comptables décrites à la note 2, Sommaire des principales conventions comptables. Le tableau qui suit présente les charges engagées et les revenus générés pour les principales responsabilités essentielles, par principaux articles de dépenses et types de revenus. Voici les résultats de chaque segment pour la période :

	<b>Opérations communes de TI du gouvernement du Canada</b>		<b>Services internes</b>	<b>Total 2022</b>	<b>Total 2021</b>
<b>Charges de fonctionnement</b>					
Salaires et avantages sociaux des employés	782 843	182 211	965 054	963 037	963 037
Télécommunications	567 934	2 156	570 090	570 614	570 614
Location	533 449	6 423	539 872	481 663	481 663
Services professionnels et spécialisés	336 963	88 801	425 764	364 805	364 805
Amortissement des immobilisations corporelles	422 085	3 613	425 698	389 364	389 364
Entretien et réparations	242 069	593	242 662	263 368	263 368
Machinerie et matériel	81 234	12 219	93 453	118 471	118 471
Locaux	30 914	18 065	48 979	66 435	66 435
Services publics, fournitures et approvisionnements	5 508	483	5 991	7 074	7 074
Information	5 284	536	5 820	4 068	4 068
Intérêts relatifs aux contrats de location-acquisition	4 636	-	4 636	2 329	2 329
Intérêts sur l'obligation en vertu d'un partenariat public-privé	4 236	-	4 236	4 367	4 367
Perte nette sur la résiliation d'obligations au titre d'immobilisations corporelles louées	3 939	-	3 939	-	-
Transport	2 435	1 220	3 655	2 419	2 419
Perte sur l'aliénation d'immobilisations corporelles	689	-	689	127	127
Autres charges	2 096	66	2 162	836	836
<b>Total des charges de fonctionnement</b>	<b>3 026 314</b>	<b>316 386</b>	<b>3 342 700</b>	<b>3 238 977</b>	<b>3 238 977</b>
<b>Revenus</b>					
Vente de biens et services	988 674	-	988 674	896 994	896 994
Revenus divers	165	( 10)	155	573	573
Revenus gagnés pour le compte du gouvernement	( 41 420)	25	( 41 395)	( 29 993)	( 29 993)
<b>Total des revenus</b>	<b>947 419</b>	<b>15</b>	<b>947 434</b>	<b>867 574</b>	<b>867 574</b>
<b>Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts</b>	<b>2 078 895</b>	<b>316 371</b>	<b>2 395 266</b>	<b>2 371 403</b>	<b>2 371 403</b>

#### 15. Information comparative

Les chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

**Services partagés Canada**  
**Annexe à la déclaration de responsabilité de la direction englobant**  
**le contrôle interne en matière de rapports financiers**  
**pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022**

---

## **1. Introduction**

Le présent document fournit de l'information sommaire sur les mesures prises par Services partagés Canada (SPC) pour maintenir un système efficace de contrôle interne en matière de rapports financiers (CIRF), y compris des renseignements sur sa gestion des contrôles internes, les résultats d'évaluation et les plans d'action connexes.

Des renseignements détaillés sur les pouvoirs, le mandat et les activités de programme du ministère se trouvent dans le *Rapport sur les résultats ministériels pour l'exercice 2021-2022* et [le Plan ministériel pour l'exercice 2022-2023](#).

## **2. Système ministériel de contrôle interne en matière de rapports financiers**

### **2.1 Gestion de contrôle interne**

SPC est doté d'une structure de gouvernance et de reddition de comptes bien établie pour appuyer les efforts d'évaluation et la surveillance de son système de contrôle interne. Un cadre ministériel de gestion du contrôle interne, approuvé par le président, est instauré et englobe :

- des structures de responsabilisation organisationnelle relativement à la gestion du contrôle interne en vue d'appuyer une saine gestion financière, y compris les rôles et les responsabilités des cadres supérieurs dans leurs secteurs de responsabilité pour la gestion du contrôle;
- un processus d'attestation interne à l'appui de la certification par le président et de la dirigeante principale des finances, selon lequel les cadres de la haute direction ministériels qui se rapportent au président attestent qu'ils ont maintenu un système efficace de contrôle interne en matière de rapports financiers dans leur domaine de responsabilité;
- un code de valeurs et d'éthique;
- la communication, la formation et des améliorations internes continues concernant les exigences législatives, les politiques et les procédures d'une saine gestion financière et des contrôles financiers;
- la surveillance régulière de la gestion du contrôle interne ainsi que la communication des résultats de l'évaluation et des plans d'action au président de même qu'à la haute direction du Ministère et, s'il y a lieu, au comité ministériel de vérification.

Le comité ministériel de vérification conseille le président sur la pertinence et le fonctionnement des processus et des cadres de gestion des risques, de contrôle et de gouvernance du Ministère.

### **2.2 Ententes de services pertinentes aux états financiers**

SPC compte sur d'autres organisations pour le traitement de certaines transactions qui sont comptabilisées dans ses états financiers, comme suit :

#### **Ententes en matière de services communs :**

- Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) est responsable de la gestion centralisée du paiement des salaires et de l'approvisionnement en biens et en services conformément à la délégation de pouvoirs de SPC, en plus de fournir des services de gestion des locaux;
- Le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada fournit des services liés à l'assurance de la fonction publique aux employés de SPC et administre de façon centralisée le versement de la part des cotisations de l'employeur aux régimes d'avantages sociaux des employés (c'est-à-dire le Régime de pension de retraite de la fonction publique, le régime d'assurance-emploi, le Régime de

**Services partagés Canada**  
**Annexe à la déclaration de responsabilité de la direction englobant**  
**le contrôle interne en matière de rapports financiers**  
**pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022**

---

pensions du Canada, le Régime des rentes du Québec et le Régime de prestations supplémentaires de décès de la fonction publique) au nom de SPC;

- Le ministère de la Justice fournit des services juridiques à SPC.

Les lecteurs de cette annexe peuvent se reporter aux annexes des organisations susnommées pour mieux comprendre les systèmes de CIRF relativement à ces services particuliers.

SPC se fie à des fournisseurs externes ou à d'autres ministères pour le traitement de certaines opérations ou des renseignements qui sont inscrits dans ses états financiers, comme suit :

**Arrangements particuliers :**

- SPAC fournit à SPC une plateforme de système financier SAP afin de saisir et de déclarer toutes les transactions financières;
- Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC) fournit à SPC une plateforme PeopleSoft pour traiter les opérations liées aux ressources humaines (RH).

**2.3 Services communs fournis par SPC**

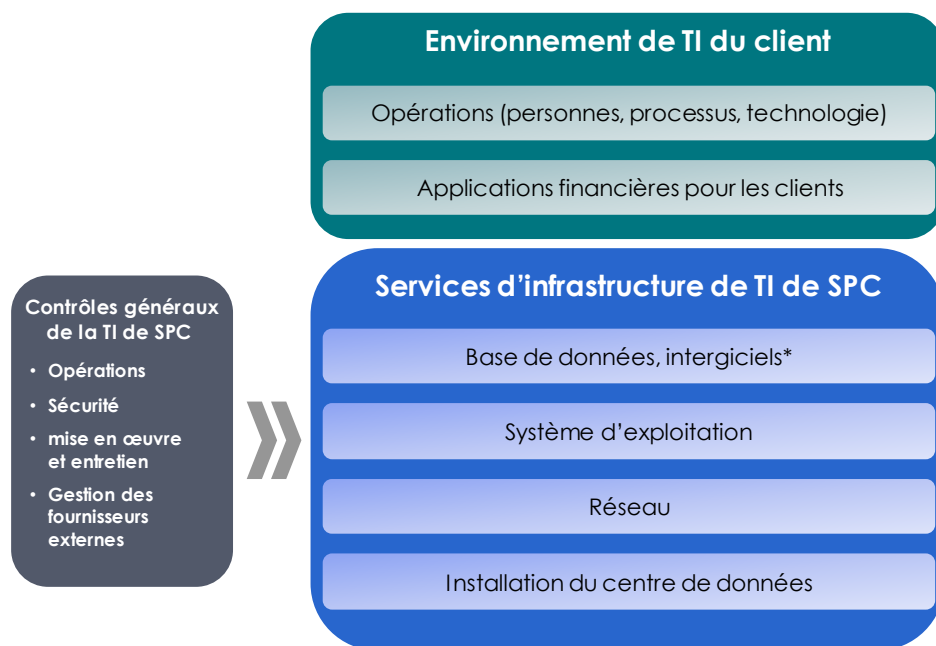
SPC joue un rôle important dans la prestation du gouvernement numérique en établissant un réseau fiable, moderne, sécurisé et accessible soutenant une fonction publique numérique et fournissant des solutions d'infrastructure modernes et efficaces.

Il existe des responsabilités partagées en matière de contrôle interne en vertu de la *Politique sur la gestion financière* du Conseil du Trésor. En tant que fournisseur de services communs, SPC est responsable de l'évaluation des contrôles généraux des TI pour les services d'infrastructure TI fournis aux clients. Les clients sont responsables de l'évaluation des contrôles au niveau des applications et des contrôles informatiques généraux qui supportent leurs applications financières. Créé le 4 août 2011, SPC s'est vu confier le mandat général de moderniser et de consolider l'infrastructure des technologies de l'information du gouvernement du Canada. Aujourd'hui, SPC fournit le réseau numérique du gouvernement fédéral, ce qui soutient la prestation de services et des programmes essentiels aux Canadiens. SPC fournit des technologies sécuritaires dans les lieux de travail au niveau de réseau, de centre de données, de courrier électronique à 43 des plus grands ministères et organismes fédéraux.

**Services partagés Canada**  
**Annexe à la déclaration de responsabilité de la direction englobant**  
**le contrôle interne en matière de rapports financiers**  
**pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022**

Le diagramme suivant fournit une vue récapitulative des couches d'infrastructure et des services concernés par l'évaluation du CGTI.

**Figure 1**



\* La responsabilité de certains éléments d'infrastructure est partagée entre SPC et ses clients conformément aux accords conclus avec les clients. Par exemple, pour les services de plate-forme (services de base de données et intergiciels), selon le client, certains composants sont entièrement gérés et maintenus par SPC, tandis que d'autres ne le sont que partiellement.

**3. Résultats de l'évaluation ministérielle au cours de l'exercice 2021-2022 (CIRF)**

Au cours de l'exercice 2021-2022, SPC a continué de réaliser des progrès sur le plan de l'évaluation et de l'amélioration de ses contrôles clés. Le tableau ci-dessous résume les progrès accomplis par le ministère en fonction des plans décrits dans l'annexe de l'exercice précédent.

<b>Progrès réalisés au cours de l'exercice 2021-2022</b>	
<b>Élément dans le plan d'action de l'exercice précédent</b>	<b>État</b>
L'évaluation des contrôles généraux de la TI relatifs aux systèmes sources a progressé conformément au plan et les tests seront complétés en 2021-2022.	Terminé. Les mesures correctives sont en cours (les actions à exécuter selon les plans d'action de la gestion).
La vérification de l'efficacité opérationnelle du processus des charges d'exploitation et de comptes créditeurs est complétée. Les mesures correctives sont en cours.	La surveillance continue est en cours.

**Services partagés Canada**  
**Annexe à la déclaration de responsabilité de la direction englobant**  
**le contrôle interne en matière de rapports financiers**  
**pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022**

La vérification de l'efficacité opérationnelle pour les revenus et comptes débiteurs est complétée. Les mesures correctives sont en cours.	Terminé. Les mesures correctives sont en cours (les actions à exécuter selon les plans d'action de la gestion).
La vérification de l'efficacité de la conception des immobilisations a progressé conformément au plan et les essais seront terminés en 2021-2022.	Terminé. Les mesures correctives sont en cours (les actions à exécuter selon les plans d'action de la gestion).
La vérification de l'efficacité opérationnelle de la paie et avantages sociaux est complétée. Les mesures correctives sont en cours.	Terminé. Les mesures correctives sont en cours (les actions à exécuter selon les plans d'action de la gestion).

Les résultats sur les tests de l'efficacité conceptuelle et opérationnelle, la surveillance continue et les mesures correctives des secteurs de contrôle clé sont présentés ci-dessous.

### 3.1 Tests de l'efficacité conceptuelle des contrôles clés

À la suite des tests d'efficacité de la conception, le ministère a relevé une lacune dans le processus des immobilisations; il n'y avait aucun exercice de prise d'inventaire au moment de l'évaluation. Ceci pourrait entraîner des informations financières incomplètes ou inexactes dans ses états financiers.

Un plan d'action est en cours d'implémentation pour :

- la mise en œuvre d'une prise d'inventaire complète des immobilisations en 2022-2023 qui supportera l'exactitude et l'intégralité des états financiers.

### 3.2 Tests de l'efficacité opérationnelle des contrôles clés

À la suite des tests d'efficacité opérationnelle pour 2021-2022, le ministère n'a relevé aucune lacune importante qui pourrait entraîner des anomalies significatives dans ses états financiers.

### 3.3 Surveillance continue des contrôles clés

En 2021-2022, le Ministère a effectué des activités de surveillance continue sur le processus des charges d'exploitation et des comptes créditeurs; ces activités seront complétées en 2022-2023.

## 4. État et plan d'action pour le prochain exercice et les exercices subséquents (CIRF)

État et plan d'action pour le prochain exercice et les exercices subséquents			
Secteur de contrôle clé	Tests de l'efficacité de la conception et correction	Tests de l'efficacité opérationnelle et correction	Surveillance continue (rotation)
Contrôles à l'échelle de l'entité	Terminés	Terminés	2022-2023
CGTI liés à SIGMA	Terminés	Terminés	2023-2024

**Services partagés Canada**  
**Annexe à la déclaration de responsabilité de la direction englobant**  
**le contrôle interne en matière de rapports financiers**  
**pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022**

CGTI liés aux systèmes sources connexes <sup>1</sup>	Terminés	Terminés	2023-2024
Contrôles liés aux processus opérationnels			
Clôture d'exercice financier et rapports	Terminés	Terminés	2024-2025
Charges d'exploitation et de ses comptes créditeurs	Terminés	Terminés	2024-2025
Revenus et comptes débiteurs	Terminés	Terminés	2022-2023
Immobilisations	Terminés	Terminés	2023-2024
Paie et avantages sociaux	Terminés	Terminés	2022-2023

En 2021-2022, SPC a terminé l'évaluation approfondie de son système de contrôle interne en matière de rapports financiers. À l'avenir, le ministère appliquera son plan de surveillance continue afin de réévaluer le rendement des contrôles en fonction du risque dans l'ensemble des secteurs de contrôle. L'état et le plan d'action pour l'achèvement des secteurs de contrôle ciblés pour le prochain exercice et les exercices subséquents figurent dans le tableau.

**5. Résultats de l'évaluation annuelle des fournisseurs de services communs (FSC) pour 2021-2022 et plan d'action pour les années à venir**

SPC offre des services d'infrastructure de TI à des organisations clientes qui utilisent des systèmes de TI dans un environnement existant, partiellement modernisé ou complètement modernisé. Un environnement existant fait référence à un système plus vieux hérité d'un client et qui reste essentiel à l'organisme. Un environnement partiellement modernisé fait référence à un système qui comprend un mélange d'anciennes et de nouvelles composantes et qui est hébergé dans un centre de données d'entreprise. Un environnement complètement modernisé fait référence à un système qui comprend de nouvelles composantes et qui est hébergé dans un centre de données d'entreprise.

Les CGTI sont répartis en deux catégories : les contrôles spécifiques à un client et les contrôles communs. Les contrôles spécifiques à un client fonctionnent selon des processus et procédures existants; les contrôles communs, applicables à tous les clients, fonctionnent selon des processus et procédures d'entreprise utilisant des outils communs. Les contrôles communs fonctionnent principalement dans des environnements complètement modernisés, mais peuvent aussi être utilisés dans un environnement existant ou partiellement modernisé.

**5.1 État d'avancement et plan d'action ministériel pour le prochain exercice et les exercices subséquents (FSC)**

SPC a mis en œuvre un plan d'évaluation pluriannuelle fondé sur les risques des CGTI pour des services d'infrastructure de TI. Ce plan est réévalué annuellement.

<sup>1</sup> Les systèmes sources connexes inclus : PeopleSoft et Procure-to-Pay (P2P)

**Services partagés Canada**  
**Annexe à la déclaration de responsabilité de la direction englobant**  
**le contrôle interne en matière de rapports financiers**  
**pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022**

Les résultats de l'évaluation de cette année et les plans d'avenir sont présentés ci-dessous.

<b>État d'avancement et plan d'action pour le prochain exercice et les exercices subséquents</b>			
<b>Principaux secteurs de contrôle</b>	<b>Tests de l'efficacité conceptuelle et correction</b>	<b>Tests de l'efficacité opérationnelle et correction</b>	<b>Surveillance continue rotationnelle</b>
Contrôles à l'échelle de l'entité	Terminés	2023-2024	Années subséquentes
Contrôles communs	Terminés	2023-2024	Années subséquentes
Contrôles spécifiques aux clients (SMGFM <sup>2</sup> ) – Clients avec un risque élevé lié aux rapports financiers	Terminés	2022-2023	Années subséquentes
Contrôles spécifiques aux clients (SMGFM <sup>3</sup> ) – Clients avec un risque moyen lié aux rapports financiers	2023-2024	2024-2025	Années subséquentes
Contrôles spécifiques aux clients (Systèmes centraux du GC <sup>4</sup> )	Terminés	2022-2023	Années subséquentes
Contrôles spécifiques aux clients (Système significatif relatif aux revenus <sup>5</sup> )	Terminés	2022-2023	Années subséquentes

## **5.2 Résultats de l'évaluation ministérielle pour l'exercice financier 2021-2022 (FSC)**

### **Évaluation des contrôles spécifiques aux clients (système central GC, système significatif relatif aux revenus )**

Au cours de 2021-2022, SPC a continué à travailler sur les plans d'action de la gestion en cours pour répondre aux recommandations suite à l'évaluation de la conception afin de resserrer les contrôles d'accès logique de l'infrastructure.

<sup>2</sup> Évaluation des CGTI pour les services d'infrastructure de TI qui prennent en charge les systèmes ministériels de gestions des finances et du matériel (SMGFM) de six clients à risque élevé en matière de rapports financiers.

<sup>3</sup> Évaluation des CGTI pour les services d'infrastructure de TI qui prennent en charge des systèmes ministériels de gestions des finances et du matériel (SMGFM) de plusieurs clients à risque moyen en matière de rapports financiers.

<sup>4</sup> Évaluation des CGTI pour les services d'infrastructure de TI qui prennent en charge trois systèmes centraux du gouvernement du Canada (GC) spécifiques à deux clients.

<sup>5</sup> Évaluation des CGTI pour les services d'infrastructure de TI qui prennent en charge des systèmes qui administrent un niveau de revenus importants spécifiques à un client.